

Réviser son bac avec *Le Monde*

SCIENCES ÉCO.

Nouveaux
programmes
2013



Term ES

L'ESSENTIEL DU COURS

- Des fiches synthétiques
- Les points et définitions clés
- Les repères importants

DES SUJETS DE BAC

- Des questions types
- L'analyse des sujets
- Les problématiques
- Les plans détaillés
- Les pièges à éviter

DES ARTICLES DU MONDE

- Des articles du *Monde* en texte intégral
- Un accompagnement pédagogique de chaque article

UN GUIDE PRATIQUE

- La méthodologie des épreuves
- Astuces et conseils

En partenariat avec



Réviser son bac avec *Le Monde*

Sciences économiques et sociales Terminale, série ES

Une réalisation de  rue des écoles

Avec la collaboration de :

Michel Robichez

Sylvie Fleury

En partenariat avec



AVANT-PROPOS

L'ouvrage que vous avez entre les mains a pour objectif de vous aider dans la préparation de l'épreuve de sciences économiques et sociales au baccalauréat. Son intérêt réside d'abord dans la manière dont il reprend, point par point, les différents thèmes du programme de terminale en synthétisant dans *L'essentiel du cours* le socle des connaissances que vous devez maîtriser, mais aussi en listant dans les colonnes, les notions et les mots-clés dont vous devez connaître la définition précise.

Un sujet corrigé ou une partie de sujet vous est proposé ensuite pour chaque thème. Les épreuves étant nouvelles, nous avons cherché à vous soumettre des sujets variés dans leur forme, mais qui respectent le « cahier des charges » des sujets publiés par le ministère.

Cependant, la véritable originalité de cet ouvrage tient à la mise en perspective des questions du programme qu'apportent les articles tirés du journal *Le Monde*. Vous y trouverez des articles approfondis, parfois polémiques, dont certains ont pour auteurs des spécialistes reconnus en économie et en sociologie. Ils doivent vous permettre d'ajouter à la vision scolaire du programme un angle d'attaque plus « documenté » qui enrichira votre copie à l'examen en vous fournissant, en particulier, des exemples.

Certaines questions du programme sont totalement nouvelles (environnement et politique climatique), d'autres, reformulées, reprennent des thématiques capitales, comme celle des difficultés que connaît l'Europe à consolider son unité. D'autres, enfin, exigent de « croiser vos regards » en mélangeant les axes d'analyse de l'économie et de la sociologie.

Vous trouverez par ailleurs, en fin d'ouvrage, un guide pratique qui vous rappelle les grands principes de la méthodologie de la dissertation et de l'épreuve composée. Pensez également à vous inspirer des conseils que nous vous donnons sur le calendrier des révisions. Ces conseils sont bien sûr généraux et chacun d'entre vous saura les adapter à son tempérament et à ses méthodes de travail.

Il nous reste à vous souhaiter bon courage en espérant que nous aurons, à travers cet ouvrage, contribué à votre succès.

M. R.

En partenariat avec



Complétez vos révisions du bac sur www.assistancescolaire.com :
méthodologie, fiches, exercices, sujets d'annales corrigés... des outils gratuits et efficaces
pour préparer l'examen.

Edité par la Société Editrice du Monde – 80, boulevard Auguste Blanqui – 75013 Paris

Tél : +(33) 01 57 28 20 00 – Fax : +(33) 01 57 28 21 21

Internet : www.lemonde.fr

Président du Directoire, Directeur de la Publication : Louis Dreyfus

Directeur de la rédaction : Alain Frachon

Imprimé par Maury

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0712C81975

Dépôt légal : mars 2013

Achévé d'imprimer : mars 2013

Numéro hors-série réalisé par Le Monde – © Le Monde – rue des écoles 2013.

CROISSANCE, FLUCTUATIONS ET CRISES	p. 5
chapitre 01 – Quelles sont les sources de la croissance économique ?	p. 6
chapitre 02 – Comment expliquer l’instabilité de la croissance ?	p. 12
MONDIALISATION, FINANCE INTERNATIONALE ET INTÉGRATION EUROPÉENNE	P. 17
chapitre 03 – Quels sont les fondements du commerce international et de l’internationalisation de la production ?	p. 18
chapitre 04 – Comment s’opère le financement de l’économie mondiale ?	p. 24
chapitre 05 – Quelle est la place de l’Union européenne dans l’économie globale ?	p. 30
ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	p. 35
chapitre 06 – La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l’environnement ?	p. 36
chapitre 07 – Quels instruments économiques pour la politique climatique ?	p. 42
CLASSES, STRATIFICATION ET MOBILITÉ SOCIALES	p. 47
chapitre 08 – Comment analyser la structure sociale ?	p. 48
chapitre 09 – Comment rendre compte de la mobilité sociale ?	p. 52
INTÉGRATION, CONFLIT, CHANGEMENT SOCIAL	p. 59
chapitre 10 – Quels liens sociaux dans des sociétés où s’affirme le primat de l’individu ?	p. 60
chapitre 11 – La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?	p. 64
JUSTICE SOCIALE ET INÉGALITÉS	p. 69
chapitre 12 – Comment analyser et expliquer les inégalités ?	p. 70
chapitre 13 – Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?	p. 76
TRAVAIL, EMPLOI, CHÔMAGE	p. 81
chapitre 14 – Comment s’articulent marché du travail et organisation dans la gestion de l’emploi ?	p. 82
chapitre 15 – Quelles politiques pour l’emploi ?	p. 88
LE GUIDE PRATIQUE	p. 93

CROISSANCE, FLUCTUATIONS ET CRISES



MOTS CLÉS

COEFFICIENT D'INTENSITÉ CAPITALISTIQUE

Quotient de la valeur des équipements techniques d'une entreprise rapportée au nombre de salariés à temps plein. Mesure la valeur moyenne d'un poste de travail et augmente en fonction de la tendance engendrée par l'automatisation sur une longue période.

EUROS COURANTS/ EUROS CONSTANTS

Quand on évalue une production aux prix de l'année en cours (en euros courants), on est victime d'une « illusion monétaire » puisqu'une partie de l'augmentation constatée sur l'année provient en fait de la hausse des prix et non de l'augmentation des volumes produits. Il faut donc *déflater*, chaque année, la valeur apparente de la production, de la hausse des prix de l'année, pour obtenir une série en euros constants.

PIB

Produit intérieur brut. Principal agrégat de la comptabilité nationale. Mesure la valeur de la production d'un pays en une année. Se calcule en additionnant la valeur ajoutée créée par l'ensemble des agents économiques résidents dans un pays. Se décompose en PIB marchand et PIB non marchand.

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Rapport entre la production réalisée et la quantité de travail utilisée. Peut se calculer « par tête » ou par heure (productivité horaire).

VALEUR AJOUTÉE

Mesure la contribution propre d'une entreprise à la création de richesses. Se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires le total des consommations intermédiaires utilisées par l'entreprise, c'est-à-dire les achats de biens non durables et de services à d'autres entreprises.

Quelles sont les sources de la croissance économique ?

La croissance économique est, pour un pays, un enjeu de première importance parce qu'elle conditionne l'élévation du niveau de vie de ses habitants. Elle représente, pour les pouvoirs publics, l'objectif principal de la politique économique. Mais ses origines sont difficiles à préciser.

Qu'est-ce que la croissance économique ?

La croissance économique est l'augmentation soutenue, sur une longue période, de la production de biens et de services d'un pays. On la mesure par le taux de croissance du **produit intérieur brut** (PIB) à prix constants, calculé par année. Le PIB comporte deux sous-ensembles : le **PIB marchand** (somme des valeurs ajoutées créées par les unités de production résidentes sur le territoire national en un an) et le **PIB non marchand** (valeur de la production non marchande c'est-à-dire disponible gratuitement ou à un prix inférieur à son coût de production, ce qui recouvre les biens et services produits par les administrations publiques et privées mais ne s'échangeant pas sur un marché).

On calcule le **PIB par habitant** en rapportant le PIB à la population du pays, ce qui fournit une évaluation assez grossière du niveau de développement du pays.

Les insuffisances du PIB comme indicateur de niveau de vie et de développement

Pour comparer les PIB/habitant de différents pays, il faut les traduire en une unité monétaire commune. L'utilisation des taux de change officiels des monnaies est à proscrire, parce que ces parités monétaires sont instables et fluctuent sans cesse, et parce qu'elles ne reflètent pas les parités de pouvoir d'achat entre les

pays. La méthode des **parités de pouvoir d'achat** permet d'éliminer cette difficulté.

Mais les insuffisances du PIB tiennent surtout aux imprécisions concernant la valeur de certains biens ou services, notamment les services non marchands qui, n'ayant pas de « prix » sur un marché, sont simplement évalués à leurs coûts de production. De même, les activités non rémunérées (bénévolat, autoconsommation, entraide...) ne font pas l'objet d'une évaluation comptable et sont donc hors du périmètre de calcul. L'économie souterraine (le travail au noir, les trafics, etc.) échappe également à la comptabilisation.

Enfin, le PIB inclut, dans son calcul, les activités de « réparation » de dégâts économiques et sociaux qui accompagnent l'activité économique : crimes et délits, accidents de la route, pollutions, alcoolisme, drogue, etc. Cet agrégat ne prend pas non plus en compte la perte de richesse collective que constituent, à long terme, l'épuisement des ressources naturelles et les atteintes irréversibles à l'environnement.

Les indicateurs complémentaires

De nombreux économistes ont, depuis les années soixante-dix, pris conscience de ces insuffisances et utilisent des indicateurs complémentaires pour évaluer le niveau de développement des pays en prenant en compte des éléments qualitatifs variés.

L'indicateur le plus connu est l'**indice de développement humain** (IDH), élaboré en particulier par le Prix Nobel Amartya Sen, et calculé depuis le début des années quatre-vingt-dix par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). C'est un indice composite intégrant trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le revenu national brut par habitant, le niveau d'instruction de la population (repéré par la durée de scolarisation des adultes et la durée de scolarisation escomptée des enfants).



L'IDH a une valeur comprise entre 0 et 1, le niveau de développement étant d'autant plus élevé qu'il est proche de 1. Ainsi, en 2011, la Norvège, l'Australie et les Pays-Bas occupent les premières places du classement (de 0,943 à 0,910), alors que le Niger et la République démocratique du Congo sont aux derniers rangs (0,295 et 0,286).

Certains autres indicateurs mettent l'accent sur l'importance de la pauvreté ou sur l'amplitude des inégalités sociales ou des inégalités hommes/femmes, d'autres intègrent la dimension écologique comme critère d'évaluation de la qualité de la croissance.

Quelles sont les sources de la croissance ?

Cette question est une des plus discutées de la science économique car la réponse apportée a des implications importantes sur la politique économique. Certains économistes ont cherché à mettre en équation le lien existant entre les facteurs de production, les *input*, (le travail et le capital) et la production réalisée, *l'output*.

La fonction Cobb-Douglas (du nom de deux chercheurs américains) se présente, par exemple, sous la forme suivante : $Y = f(K,L)$, dans laquelle la production (Y) est fonction des quantités respectives de capital productif (K) et de travail (L) utilisées par l'appareil de production. La croissance de la production (ΔY) s'expliquerait en partie par l'accroissement des quantités de facteurs (ΔK et ΔL) mises en œuvre. D'autres travaux (notamment ceux de l'Américain Robert Solow ou des Français Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud) ont montré que l'explication de la croissance par l'accroissement des quantités de facteurs ne permet de rendre compte que d'une faible part de la croissance observée.

Il faut donc faire appel à des facteurs qualitatifs pour expliquer ce que R. Solow appelle le « **résidu** » (part inexpliquée de la croissance). Ce résidu correspond, en réalité, à ce qu'on peut désigner par l'expression « **progrès technique** ». Cette notion un peu vague recouvre tous les éléments qui, à quantités de facteurs inchangées, permettent d'obtenir une production supérieure, c'est-à-dire d'améliorer la **productivité globale des facteurs de production** (connaissances scientifiques accrues, savoir-faire amélioré, expérience, accroissement de la qualification de la main-d'œuvre, technologies plus efficaces, meilleure organisation productive, etc.). Parmi ces éléments, Gary Becker met l'accent sur la notion de **capital humain**.

L'historien Douglass North, quant à lui, a montré l'importance du cadre institutionnel dans le processus de croissance. La qualité des administrations publiques, la protection des droits de la propriété ou encore l'intégrité de l'appareil politique sont, selon lui, des incitations fortes à l'initiative et au dynamisme économique, donc à la croissance économique.



Joseph Schumpeter (1883-1950).

L'observation des tendances longues de la croissance économique permet de remarquer qu'il ne s'agit pas d'un mouvement régulier et harmonieux. Des périodes exceptionnelles émergent (les célèbres « Trente Glorieuses » des années 1945-1975) mais aussi des périodes de crise (1929 ou 2008), venant interrompre le *trend* de croissance. Cette configuration cyclique de l'économie, étudiée notamment par l'Autrichien Joseph Schumpeter, serait liée au processus de « **destruction créatrice** » engendré par le rythme discontinu de l'innovation (grappes d'innovations). Celle-ci, avant de produire ses effets bénéfiques, disqualifie les produits et les modes de production antérieurs, engendrant des périodes de ralentissement économique voire de dépression, génératrices de faillites et de chômage, avant qu'un nouveau cycle de croissance ne s'amorce.

NOTIONS CLÉS

LE CAPITAL HUMAIN

Créée par le Prix Nobel d'économie G. Becker, cette expression désigne les savoirs et savoir-faire accumulés par une personne. Le mot « capital » est utilisé parce qu'on considère que ce stock est le résultat des « investissements » réalisés au cours de la vie, par l'éducation initiale à l'école, puis par la formation professionnelle pendant la vie active. Mais, si ces éléments sont mesurables (niveau de diplôme, dépenses de formation), d'autres aspects moins chiffrables en font aussi partie : échanges spontanés de connaissances dans le milieu professionnel, expérience accumulée, ou encore état de santé de la population et aptitude physique et mentale au travail.

LA MÉTHODE DES PPA

Les comparaisons internationales des niveaux de vie sont délicates et ne peuvent se faire en utilisant, pour convertir les diverses données nationales, les taux de change officiels : d'une part, ceux-ci fluctuent sans cesse sur le marché des changes et, par ailleurs, ils ne reflètent pas les rapports des prix entre pays. Il faut donc utiliser des « taux de change PPA » qui rendent équivalents, dans tous les pays, le prix d'un « panier de référence » composé approximativement des mêmes biens et services.

LE PROGRÈS TECHNIQUE

Quelle est l'origine du progrès technique ? Est-il un facteur exogène, extérieur au champ de l'activité économique, ou au contraire un facteur endogène de la croissance, produit par elle et permettant en retour de la renforcer ? Certains économistes comme les Américains Paul Romer et Robert Barro mettent particulièrement l'accent sur la course à l'innovation, l'amélioration qualitative du capital humain ou l'influence des externalités positives consécutives à l'action des pouvoirs publics (amélioration du niveau d'éducation et des infrastructures collectives).

DEUX ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

- **Une stratégie européenne d'investissement** [p.10-11](#)
(Jean François Jamet, économiste et porte-parole d'EuropaNova, 15 juin 2012.)
- **L'Europe a les atouts pour inventer l'industrie de demain** [p.11](#)
(Franck Lirzin, économiste, pour la fondation Robert-Schuman, 15 mars 2012.)

NOTIONS CLÉS

ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

Diminution du coût moyen de production en raison de l'accroissement des quantités produites, les coûts fixes s'étalant sur un volume de production croissant.

INVESTISSEMENT BRUT/NET

Le capital fixe d'une entreprise est un stock alimenté par deux flux de sens opposés : un flux entrant (l'investissement brut) et un flux sortant (le matériel déclassé parce qu'il est usé ou obsolète). Le solde de ces deux flux, l'investissement net, mesure l'accroissement réel des capacités de production de l'entreprise.

RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

L'expression désigne la chaîne qui va de la recherche fondamentale (découvertes scientifiques) à l'application industrielle et commerciale (développement), en passant par la recherche appliquée (mise au point d'un prototype). L'effort de recherche-développement d'un pays est mesuré par la DIRD (dépense intérieure de R-D), souvent présentée en % du PIB.

TAUX D'INVESTISSEMENT

Au niveau macro-économique, il se calcule par la formule : $FBCF / PIB \times 100$. Il traduit l'effort d'investissement consenti par un pays pour préparer l'avenir. En France, il est de l'ordre de 20 %.

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS PRODUCTIVES

Il rend compte de la part du potentiel d'une entreprise qui, à l'instant t , est effectivement utilisée. Il dépend largement de l'intensité de la demande, une entreprise pouvant se trouver, à certaines périodes, en surcapacité de production momentanée. On considère généralement que le plein-emploi des capacités se situe autour de 85 %, une marge de sécurité étant nécessaire pour permettre les opérations de maintenance et de réparation.

Épreuve composée, 3^e partie : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique

Document 1

Contribution des facteurs de production à la croissance

	Taux de croissance annuels moyens en %				
	1966-1970	1971-1980	1981-1990	1991-1995	1996-2008
	États-Unis				
PIB	3,4	3,2	3,1	2,4	2,8
Travail	1,6	1,6	1,7	1,3	1,1
Capital	0,6	0,5	0,3	0,2	0,5
Productivité globale des facteurs	1,2	1,1	1,1	0,8	1,2
	Union européenne à 15				
PIB	5,0	3,2	2,4	1,7	1,9
Travail	- 0,7	- 0,6	0,1	- 0,7	0,9
Capital	1,8	1,4	0,7	1,0	0,5
Productivité globale des facteurs	3,8	2,4	1,5	1,4	0,5

Source : Eurostat 2010.

Document 2

Les pays industrialisés ont connu des gains de productivité d'une ampleur fantastique depuis 1870 : la production par emploi a été multipliée par environ 12 en France et 8,5 aux États-Unis sur ces 130 années. Les « Trente Glorieuses » de l'après Seconde Guerre mondiale au 1^{er} choc pétrolier sont les années fastes de forte croissance de la productivité. C'est la fameuse « grande vague » de productivité, évoquée par Gordon, déferlant sur les États-Unis dès 1913. Puis, succèdent des années de fort ralentissement de la productivité, dès le milieu des années soixante aux États-Unis, et après le 1^{er} choc pétrolier dans les différents pays industrialisés. Le rattrapage des niveaux de productivité américains par les économies européennes et japonaises s'amorce au début des années cinquante pour se poursuivre jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, sans être interrompu par le 1^{er} choc pétrolier. Puis s'opère une réelle rupture des évolutions relatives de productivité

au cours des années quatre-vingt-dix : une accélération de la productivité aux États-Unis et au contraire un ralentissement dans les pays européens. [...]

Les écarts de gains de productivité entre l'Europe et les États-Unis : la production et la diffusion des TIC...

L'impact de la production et de diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur les gains de productivité du travail transite par trois canaux :

- grâce à l'augmentation des performances des processeurs, la baisse rapide des prix des TIC amplifie la forte hausse des volumes produits par ces secteurs et permet des gains de productivité globale des facteurs dans ces secteurs et dans l'économie avec le renforcement de leur part dans le PIB ;
- la diffusion des TIC permet aussi d'augmenter la productivité globale des facteurs des secteurs non-TIC qui utilisent intensément ces technologies, comme les assurances, la finance, la grande distribution ou l'aéronautique, grâce notamment à une meilleure coordination des acteurs du processus de production ;
- l'investissement en TIC entraîne une hausse du stock de capital TIC disponible par emploi (substitution du capital au travail) et un renouvellement plus rapide des matériels, et aurait un effet positif sur la productivité du travail.

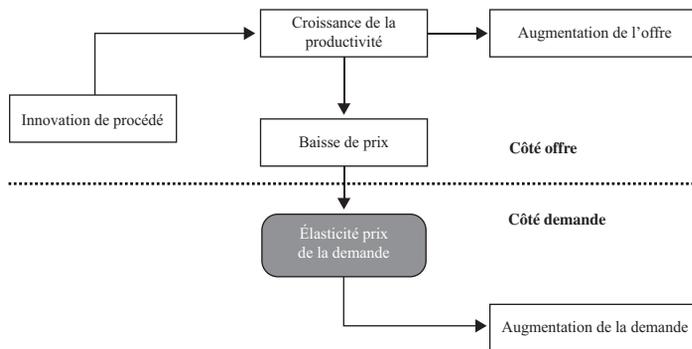
(Source : Rapports de Patrick Artus et Gilbert Cette, *Productivité et croissance*, Conseil d'Analyse Économique, n° 4, 2004.)

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Mobilisation des connaissances

- En quoi les gains de productivité sont-ils un facteur de croissance ?
- Le PIB est-il un bon indicateur du niveau de développement d'un pays ?

Document 3



Exemple de corrigé rédigé

La question des origines de la croissance économique amène à s'interroger sur le rôle qu'y joue le progrès technique. Les modèles de croissance extensive du passé se sont plutôt fondés sur l'accroissement des quantités de facteurs de production mis en œuvre (travail et capital). Aujourd'hui, la croissance de la production est souvent le résultat de gains de productivité obtenus dans l'utilisation des facteurs. Or ces gains de productivité sont en grande partie des conséquences du progrès technique.

Les études sur la contribution des facteurs de production à la croissance montrent qu'une partie importante de l'accroissement de la production ne peut s'expliquer, de manière mécanique, par l'augmentation des quantités de capital et de travail. Ainsi, dans l'Union européenne, la croissance des années 1966-1970 s'explique-t-elle, pour 3,8 points sur 5, par des facteurs qualitatifs. Le constat peut être reproduit pour la période récente : aux États-Unis, la moitié de la croissance (1,2 point sur 2,8) a été obtenue, entre 1996 et 2008, par une progression de la productivité globale des facteurs.

Mais le progrès technique recouvre une réalité complexe. Il se compose d'éléments qui s'incorporent aux facteurs de production. Ainsi, l'amélioration du niveau des connaissances par la recherche et la diffusion des savoirs par le système d'enseignement constituent des éléments majeurs de l'accroissement de l'efficacité du travail. De même, les innovations de procédés qui révolutionnent les modes de production des biens et des services s'incorporent généralement au capital technique par l'intermédiaire des investissements de productivité. Les gains de productivité issus des innovations de procédé ont deux types de conséquences favorables sur la croissance économique : d'une part, ils font baisser les coûts unitaires de production et, en aval, les prix de vente des biens ; d'autre part, par l'accroissement des revenus (salaires, profits) qu'ils engendrent, ils entraînent un accroissement de demande qui suscite une offre supplémentaire.

Cependant, l'économiste autrichien Joseph Schumpeter (1883-1950) a montré que cet impact du progrès technique sur la production n'est pas linéaire et continu. Il procède par vagues (les grappes d'innovation) qui, de manière relativement régulière selon Schumpeter, déclenchent un processus de « destruction créatrice » : une innovation majeure disqualifie les modes de production et les produits anciens et provoque souvent une phase de crise, avant que la diffusion du progrès ne relance une phase de croissance. Schumpeter a expliqué de cette manière les célèbres cycles Kondratieff d'une durée totale de 50 ans, marqués par l'alternance d'une phase de dépression et d'une phase de prospérité.

Ce qu'il ne faut pas faire

- Oublier de définir les concepts clés de productivité, élasticité, innovation.
- Plaquer des parties de cours sans organiser leur articulation au sujet.
- Ne pas utiliser un ou plusieurs des documents accompagnant le sujet.

Cette relation entre progrès technique et croissance économique fait aussi intervenir le rôle du cadre institutionnel et de l'action des pouvoirs publics. La nature des droits de propriété, par exemple, est plus ou moins favorable à l'initiative : en assurant aux innovateurs, par la protection des brevets, une « récompense monétaire », les pouvoirs publics encouragent l'innovation. Un autre aspect positif de l'intervention active de l'État peut être la mise en œuvre d'une politique de recherche-développement adossée à un financement public, notamment en ce qui concerne la recherche fondamentale, phase la plus onéreuse et la plus aléatoire de la recherche. L'accompagnement de la croissance par le développement efficace des grandes infrastructures collectives innovantes (transports, communications...) génère des externalités positives pour les acteurs économiques privés et a des retombées favorables à la croissance.

Cette contribution des pouvoirs publics qui, par leurs actions, facilitent l'apparition de l'innovation est légitimée par les théories dites « de la croissance endogène ». Celles-ci considèrent que le progrès technique, loin d'être un facteur extérieur non maîtrisable et un peu aléatoire, peut être suscité et encouragé par les politiques publiques en matière de recherche et d'enseignement. C'est la constance de cet effort, y compris en période de ralentissement économique, qui fait la différence entre les pays leaders et les autres. ■

ZOOM SUR...

La notion d'élasticité

Les économistes calculent une élasticité pour étudier dans quelle mesure une variable Y varie quand un de ses déterminants X varie. L'élasticité est égale au rapport : variation de Y (en %) sur variation de X (en %). Par exemple, si la demande d'un bien augmente de 20 % quand son prix baisse de 10 %, l'élasticité de la demande par rapport au prix est égale à : $20/10 = 2$. La demande de ce bien est très sensible aux variations de prix. À l'inverse, l'élasticité de la demande/prix de certains biens est très faible : la demande de poivre est très peu sensible aux variations de son prix, quel qu'en soit le sens. Par contre, les études de marché montrent que la demande d'un journal quotidien a une forte élasticité/prix. On peut calculer de nombreuses élasticité, par exemple l'élasticité de la consommation par rapport au revenu : une personne percevant le RSA qui voit son revenu augmenter va accroître son niveau de consommation, alors qu'un milliardaire n'augmentera pas sa consommation si son revenu s'accroît. Une élasticité élevée entre deux variables suggère donc un lien de causalité entre ces deux éléments ou, au moins, leur liaison éventuelle avec une 3^e variable.

La notion de productivité globale des facteurs

La productivité mesure le rapport entre une production et la quantité d'un facteur de production utilisée pour la produire. On peut ainsi calculer la productivité du travail ou la productivité du capital. Mais il est difficile d'isoler, dans l'acte productif, la contribution précise de chaque facteur. La productivité globale des facteurs a pour objet de synthétiser l'efficacité de l'ensemble du processus de production en incorporant donc l'effet du progrès technique. Elle se calcule en rapportant la production à la valeur totale des facteurs (travail + capital + consommations intermédiaires) mobilisés pour l'obtenir.

Une stratégie européenne d'investissement

Alors que la zone euro devrait voir son PIB baisser en 2012 (de 0,3 % d'après les dernières prévisions de la Commission européenne) et son taux de chômage progresser à 11 %, un consensus est apparu entre les États membres pour soutenir la croissance. Néanmoins, les solutions divergent sur les moyens d'y parvenir

Pendant trop longtemps, le débat avait opposé les défenseurs du modèle allemand de promotion des exportations par la réduction négociée des coûts du travail (avec comme contrepartie le maintien de l'emploi sur le territoire) et ceux d'une stratégie de croissance par la relance de la consommation (correspondant en France aux mesures destinées à soutenir le pouvoir d'achat).

Pourtant, aucune de ces stratégies n'est entièrement satisfaisante. La première est difficilement généralisable au sein de la zone euro parce qu'elle déprime les salaires et la consommation intérieure et que la compétitivité ne repose pas uniquement sur les coûts. La seconde génère des déficits commerciaux et se traduit souvent par des bulles immobilières. Elle ne permet pas d'accélérer les gains de productivité et d'enclencher ainsi un cycle vertueux de croissance.

Le grand absent de ces débats avait été l'investissement. Il revient aujourd'hui au premier plan.

Ce n'est que justice puisque l'investissement détermine l'emploi et la croissance de demain. C'est vrai pour l'investissement privé productif mais aussi pour l'investissement public : un rapport sur la croissance de la Banque mondiale, élaboré par des personnalités venues d'horizons très divers, a ainsi montré que la croissance est durablement plus forte dans les pays où la part de l'investissement public dans le PIB est plus élevée, même

si l'objet de l'investissement doit être différent dans des économies proches de la frontière technologique (où l'innovation est une clé essentielle de la croissance).

Or l'investissement est sur une mauvaise pente en Europe. La part de l'investissement dans le PIB a reculé sensiblement depuis 1990 dans l'Union européenne : de 23,5 % à cette date, elle est passée à 19 % en 2011, alors que, dans le même temps, elle augmentait dans les pays émergents, passant de 26 % à 31,7 %. Cet effet de ciseaux a en réalité un impact bien plus grand sur l'emploi que les délocalisations : il traduit le choix des entreprises de localiser leurs nouvelles capacités de production hors d'Europe plutôt que dans les États membres.

La crise a également porté un coup brutal à l'investissement dans les États les plus touchés par la crise : entre 2007 et 2011 l'investissement a baissé de 57 % en Irlande, de 47 % en Grèce, de 29 % en Espagne. Au niveau de la zone euro dans son ensemble, il a diminué de 12 % au niveau de la zone euro. Dans les pays où l'investissement a le plus reculé, le chômage a explosé.

Il est urgent de prendre ce défi à bras-le-corps et de définir une stratégie européenne d'investissement. Pourquoi au niveau européen ? Tout simplement parce que les finances publiques des États membres sont mal en point et que la capacité à financer un programme d'investissements est plus grande à l'échelon européen. Sans cette stratégie commune, les pays les plus touchés ne pourront

investir suffisamment et s'enfonceront dans la crise. Cette stratégie européenne d'investissement doit reposer sur les piliers suivants :

La sanctuarisation de l'investissement public dans le contexte des politiques d'austérité. Il faut à tout prix éviter que l'austérité touche les politiques d'investissement public. C'est difficile parce que la réduction des dépenses courantes est peu populaire (salaires des fonctionnaires, train de vie de l'État, prestations sociales), mais il faut expliquer qu'on ne saurait payer la dette en hypothéquant la croissance future : ce n'est ni crédible, ni souhaitable.

La priorité donnée à l'investissement productif. La crise financière a montré que des prêts excessifs avaient été consentis pour le financement d'investissements non productifs (essentiellement des emprunts immobiliers et des placements spéculatifs). Non seulement la part de l'investissement dans le PIB a reculé en Europe mais l'investissement a trop souvent été un investissement dans la pierre. Cette « préférence pour la pierre », qui a alimenté des bulles immobilières, résulte de l'espérance de profits faciles dans des marchés durablement en hausse avant l'effondrement. Elle est pourtant dommageable à au moins trois titres : en alimentant la hausse des prix de l'immobilier, elle réduit le pouvoir d'achat des primo-accédants et les force à s'endetter sur des périodes de plus en plus longues ; elle expose les ménages à de brusques retournements du marché ; enfin, elle détourne

l'investissement d'usages plus productifs.

La mobilisation des financements privés et publics. Pour reconstituer leur profitabilité, les banques prêtent à des taux bien plus élevés qu'elles ne se refinancent auprès des banques centrales. Le crédit s'est de nouveau contracté dans la zone euro. Pour mobiliser les financements privés et publics, il est essentiel que l'Union européenne développe les instruments dont elle dispose déjà, en accroissant par exemple les capacités de prêts de la Banque européenne d'investissement.

La création d'emprunts européens pour financer des projets communs. Pour accroître les capacités d'investissements européennes, des *project bonds* devraient être créés. Garanties par le budget de l'Union européenne, ils seraient utilisés pour augmenter les moyens de la Banque européenne d'investissement. Ils pourraient en outre être rendus accessibles aux particuliers dans le cadre d'un plan d'épargne européen.

L'utilisation de ces financements à bon escient. La qualité de l'investissement est essentielle et devrait conduire l'Union européenne à identifier les besoins prioritaires de façon systématique. Un certain nombre de domaines semblent aujourd'hui imposer des investissements importants au niveau européen : c'est le cas par exemple de l'énergie et du développement de nouveaux produits commercialisables (le « D » de R&D). D'autre part, les investissements

européens devraient être utilisés pour lutter contre la crise dans les pays où l'investissement s'est effondré. Ce serait à la fois un signe de solidarité et un moyen de stopper la descente aux enfers de ces États qui risquent de faire faillite si la récession dure trop longtemps.

La lutte contre la crise des dettes souveraines et des banques. Celles-ci poussent les taux d'intérêt à la hausse dans les économies les plus fragiles, freinant d'autant le financement

des projets d'investissement. Pour y remédier, il est urgent de mettre en œuvre les moyens de limiter la fuite des investisseurs. D'une part, la création de l'Union bancaire que la BCE appelle de ses vœux. D'autre part, la création de bons du trésor européens (eurobills), permettant aux États membres de financer leur dette de court terme (dans la limite de 10 % du PIB) sans risque d'être exposés à une spéculation déstabilisatrice.

La mise en œuvre d'une telle stratégie permettrait à l'Union de répondre concrètement aux préoccupations de ses citoyens et de ses créanciers, qui exigent chacun qu'elle explique comment elle entend retrouver son dynamisme. ■

Jean François Jamet
(économiste
et porte-parole
d'EuropaNova)
(15 juin 2012)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Sur quel moteur de croissance l'Europe doit-elle agir pour relancer l'activité ? Effort à l'exportation ? Relance de la consommation intérieure ? **L'auteur plaide pour une relance sélective et solidaire de l'investissement productif, dans les secteurs innovants.** Pour cela, il faut créer des supports d'emprunts européens permettant de mobiliser l'épargne.

L'Europe a les atouts pour inventer l'industrie de demain

Premier exportateur de produits chimiques, pharmaceutiques et automobiles, au cœur des échanges internationaux, tout en parvenant à équilibrer sa balance commerciale, l'Union européenne, quoi qu'on en dise, est une puissance industrielle de premier rang, au même titre que les États-Unis ou la Chine. Aujourd'hui, 71,6 millions d'Européens travaillent directement ou indirectement pour l'industrie, cela représente un emploi sur trois.

Pourtant, alors qu'aucune autre puissance ne semble détenir autant d'atouts technologiques ou culturels pour inventer l'industrie et le monde de demain, le Vieux Continent s'enlise dans une crise économique et sociale dont personne ne peut prédire l'issue. La création de l'Union économique et monétaire (UEM) a levé les freins à la circulation des biens et des capitaux, ouvrant de nouvelles perspectives aux citoyens et aux entreprises. Certes, mais elle a surtout profité aux régions les plus innovantes et aux entreprises les mieux implantées. Le niveau de vie en Europe s'est élevé, mais ici sur des bases solides, là-bas du sable mouvant créant des disparités et des inégalités intenable qui font aujourd'hui trembler la

zone euro. Les activités les plus productives se sont concentrées au cœur de l'Eurozone, tandis que les pays de la périphérie se sont engagés sur le chemin d'une croissance à crédit et non soutenable. Aucune structure politique ne peut tenir sans union des peuples. La crise des finances publiques des gouvernements de la zone euro a mis en évidence la nécessité de réintroduire des outils de politique industrielle au cœur de la politique économique de l'Union européenne. Alors que l'essentiel de la politique européenne tient d'une logique horizontale de réglementation des marchés, de garantie d'une concurrence non faussée et d'une harmonisation des environnements économiques, il faut aujourd'hui lui adjoindre des politiques verticales, prenant en compte les caractéristiques de chacun des secteurs et l'influence des facteurs géographiques et culturels.

À l'heure où la croissance repose de plus en plus sur la capacité à relier ce qui est a priori différent et éloigné, l'Union européenne a la chance d'être un territoire complexe aux multiples ressources et d'avoir appris depuis la Seconde Guerre mondiale à travailler en complémentarité plutôt qu'en opposition. Une cartographie des avantages comparatifs de chaque région serait un premier pas pour prendre conscience de la richesse industrielle de nos territoires, et les relier entre eux par des réseaux de clusters, des programmes de R&D ou des partenariats commerciaux. La Grèce sera sauvée lorsque ses entreprises et ses universités seront réellement réintégrées dans les réseaux économiques et politiques européens, tissant des liens avec le reste du continent, et non lorsque l'austérité aura eu raison de ses forces vives.

Les avantages comparatifs doivent s'affirmer, ils peuvent aussi se construire. La création de Centres européens d'innovation et d'industrie, rassemblant autour de thématiques données l'ensemble des outils d'innovation, depuis la recherche fondamentale jusqu'à l'accompagnement à la croissance des entreprises, serait un outil pertinent de relocalisation des activités productives dans toute l'Europe : ils permettraient non seulement la circulation des capitaux et des biens, mais aussi, et surtout, celle des hommes, entrepreneurs, chercheurs, ingénieurs, dans un brassage d'idées et de cultures nécessaire à une innovation moderne.

Si l'Union européenne veut continuer à être un lieu de démocratie, défendant un niveau de vie élevé, gardant la maîtrise de son destin et poursuivant l'objectif d'un modèle social avancé, elle doit apprendre à penser sa propre géographie, et faire preuve d'une solidarité qui ne soit pas empreinte de naïveté, mais constitue la clé de la croissance du marché intérieur. ■

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'Europe possède des atouts irremplaçables pour **promouvoir les activités industrielles de demain et réinventer un mode de croissance fondé sur l'excellence technologique.** Il faudrait créer dans cette optique, à partir des ressources existantes, un véritable réseau européen d'innovation.

Franck Lirzin
(économiste, pour la
Fondation Robert-Schuman)
(15 mars 2012)

LE GUIDE PRATIQUE



CONSEILS DE RÉVISION

Ces conseils ont une valeur indicative et vous proposent une démarche pour préparer l'épreuve de SES : cette démarche, vous devez l'adapter à vos propres caractéristiques et vos méthodes de travail. Les révisions pour l'épreuve finale ont été, le plus souvent, précédées de révisions partielles en fonction des devoirs sur table et des bacs blancs que vous avez préparés. Dans tous les cas, ne vous lancez pas trop tard dans ce programme de travail : deux mois semblent un délai optimal pour entamer sereinement ce parcours.

J – 60 : réactiver les savoirs

- Il est temps de commencer à **relire** l'ensemble de votre cours de SES, même si celui-ci n'est pas terminé. Il est probablement volumineux, aussi est-il préférable de ne travailler qu'un grand thème à la fois.

- Commencez par les thèmes étudiés en début d'année : la trace que vous en avez gardée s'est probablement affaiblie ; d'autre part, le programme de Terminale, même s'il s'organise autour d'axes indépendants, est construit sur une progression qui nécessite de bien maîtriser les outils des premiers chapitres, sur la croissance économique et sur le développement.

- Pensez à lister systématiquement les notions clés de chaque chapitre. Vérifiez que vous êtes capable d'en donner une définition concise et claire (compétence importante pour les questions de la 1^{re} partie d'une épreuve composée). Si vous avez des doutes ou si vous avez oublié le sens d'une notion, recherchez-la et mémorisez le contenu de la définition.

- Quand vous rencontrez des outils « mathématiques », pensez à vérifier que vous en connaissez la méthode de calcul : on ne vous demandera pas, à l'écrit, de procéder à des calculs mais il est indispensable de comprendre la logique de calcul de ces instruments pour pouvoir les interpréter correctement dans un tableau statistique ou dans un graphique, notamment pour la 2^e partie d'une épreuve composée.

Méthodologie



I. La dissertation

L'analyse du sujet

Le sujet pose une question et votre objectif doit être d'y répondre avec le maximum de précision. Vous devez, dans un premier temps, **élaborer une problématique** : celle-ci ne vous est pas donnée par le sujet. Il s'agit de **construire le cheminement** que va emprunter votre réponse.

L'analyse du sujet est donc une étape capitale. Il s'agit de cerner le sujet, tout le sujet, rien que le sujet, c'est-à-dire de comprendre quelles sont ses attentes et ses limites.

Pour analyser le sujet, procédez en trois temps :

- lisez attentivement le libellé ;
 - faites l'analyse des mots clés ;
 - reformulez le sujet de façon à mettre en évidence les enjeux sous-jacents à la question posée
- Pour commencer, n'hésitez pas à recopier le sujet au centre d'une feuille de brouillon et à écrire tout autour les idées que vous pouvez y associer. Parmi les mots clés du sujet, vous pouvez distinguer :
- les termes économiques et sociologiques qui délimitent le champ thématique ;
 - les mots frontières qui précisent le cadre spatio-temporel ;
 - les verbes consignes qui précisent la nature du travail demandé (exposer, démontrer, analyser, expliquer...).

Une fois que vous avez analysé complètement votre sujet, vous devez être en mesure de résumer votre parcours, votre problématique, en une phrase composée de plusieurs segments.

Élaborer le plan

Le plan de votre devoir est évidemment largement lié à la problématique que vous avez choisi d'adopter. Il peut s'agir d'un plan analytique, qui distingue les faits, les causes et les conséquences du phénomène que vous étudiez. Il peut s'agir également d'un plan dialectique qui opposera des points de vue portant sur la question proposée.

Pour nourrir votre plan, vous rechercherez des éléments d'argumentation, d'une part, dans vos connaissances, d'autre part, dans les documents proposés. En ce qui concerne l'utilisation du dossier documentaire, il importe d'éviter deux écueils :

- les documents ne doivent pas borner votre réflexion : vous pouvez faire appel à des connaissances auxquelles ils ne font pas allusion. Il faut cependant vérifier que ces apports sont cohérents avec le cadre du sujet. Il paraît cependant imprudent d'ignorer complètement la totalité des documents.
- il faut, à tout prix, éviter la solution de facilité qui consisterait à ne faire qu'un commentaire détaillé des documents, sans que ce commentaire s'inscrive dans une démarche de réflexion analytique globale.

et conseils

Les documents, le plus souvent, comportent de nombreuses données chiffrées : un élève de Terminale ES doit savoir les utiliser, même si l'interdiction de la calculatrice vous contraint à un traitement mathématique relativement sommaire de ces données.

Rédiger

Rédigez l'introduction et la conclusion au brouillon, mais seulement après avoir construit votre plan détaillé, quand vous aurez une vision claire de la problématique que vous voulez développer.

Soignez particulièrement votre introduction car elle correspond au premier contact du correcteur avec votre copie. Pensez qu'elle doit éveiller sa curiosité et préparer le développement. Vous pouvez commencer votre introduction par une accroche tirée de l'actualité ou d'exemples en liaison avec le sujet. Vous pouvez aussi utiliser une brève citation ou encore, quand le sujet s'y prête, mettre en évidence une contradiction entre les faits et la théorie.

Le développement doit être rédigé directement sur la copie, sans utiliser de brouillon. Vous devez être particulièrement attentif à la rédaction des « chapeaux introductifs » au début de chaque partie et aux transitions entre ces parties.

Dans votre conclusion, vous devez exposer le résultat de la démonstration que vous avez menée et vous pouvez ouvrir le débat en situant le sujet dans une perspective plus large.

II. L'épreuve composée

Cette épreuve comporte trois parties pour lesquelles les exigences sont, à chaque fois, spécifiques. La notation est décomposée, ce qui peut paraître plus rassurant qu'une note attribuée globalement. Cependant, il est important de « traquer » les points, en soignant particulièrement la qualité et la précision de la formulation, surtout dans la 1^{re} et la 2^e parties.

1^{re} partie : Mobilisation des connaissances

Cette partie demande au candidat de répondre à deux questions renvoyant explicitement au programme d'enseignement obligatoire. Il s'agit donc de questions de cours qui exigent de bien maîtriser les contenus.

La forme des réponses (clarté, définition des concepts, style...) doit faire l'objet d'un soin particulier et le volume de réponse est restreint. Même s'il n'y a pas de consigne officielle de volume, on peut considérer que chaque réponse doit, sauf exception, tenir en une page d'écriture manuscrite.

Cette première partie est notée sur 6 points (2 x 3), soit un petit tiers de la note globale.

2^e partie : Étude d'un document

Cette partie de l'épreuve a pour but de vérifier la maîtrise méthodologique du candidat face à un document factuel (qui ne comporte donc pas de jugement), sous la forme d'un tableau statistique, d'un graphique et, semble-t-il plus rarement (d'après les instructions officielles), d'un texte.

Vous devez présenter le document, c'est-à-dire définir les instruments qu'il utilise (notamment les instruments statistiques), en préciser la source et le champ et en extraire quelques informations pertinentes permettant de répondre à la question posée.

Le fait de ne pas pouvoir disposer d'une calculatrice n'interdit pas cependant de calculer des ordres de grandeurs permettant de préciser l'analyse.

Cette 2^e partie est notée sur 4 points.

3^e partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

La 3^e partie, notée sur 10 points, est évidemment stratégique. Le libellé du sujet ne suggère pas de problématique ni de plan type. C'est donc à vous de construire le parcours d'argumentation et de l'organiser de manière ordonnée.

La réponse doit comporter une introduction, un développement et une conclusion, donc présenter globalement les arguments, ensuite les exposer de manière explicite et enfin, en synthétiser les apports.

Vous devez vous appuyer sur vos connaissances personnelles mais aussi sur une exploitation sélective des documents. Ici aussi, le piège serait de se borner à un commentaire des documents en « oubliant » la question posée. ■

J – 30 : remobiliser les savoir-faire

- Attention ! Les cours continuent, parfois à un rythme un peu plus dense ! Il vous faut donc veiller à en assimiler les contenus de manière régulière, tout en continuant votre programme de révisions.

- Il est maintenant nécessaire de vous entraîner sur des sujets types, en bâtissant des plans de réponses non développés avec un canevas détaillé d'arguments.

- Essayez de traiter un sujet par grand thème du programme et ne faites pas d'impasse sur l'un des deux types d'épreuves, dissertation ou épreuve composée.

- N'oubliez pas que, sur la 1^{re} partie d'une épreuve composée, il y a des points à récupérer, en faisant preuve de rigueur dans les réponses. Pour la 2^e partie, entraînez-vous régulièrement sur des documents en rédigeant des « phrases de lecture » ou en explicitant une phrase particulière.

- Lorsque vous vous entraînez sur un sujet de dissertation, rédigez l'introduction et la conclusion, et éventuellement les « chapeaux introductifs » de chaque partie. Ce sont eux qui assurent la cohérence du propos. Le principe en étant toujours à peu près identique, s'entraîner crée des habitudes d'efficacité.

J – 8 : l'heure du bilan

- Il faut maintenant identifier les « trous » dans votre maîtrise du programme et vous attacher à les combler : il ne faut pas faire d'impasses car le hasard fait parfois très mal les choses et vous ne pouvez pas parier sur la chance. Rappelez-vous qu'il n'y a pas nécessairement un sujet de sociologie et un sujet d'économie.

- Identifiez ce qui « ne rentre pas » et faites-vous aider sur ces points d'assimilation difficile pour les consolider.

J – 4

- Si vous avez mené avec régularité vos révisions, il n'est plus nécessaire d'empiler et d'entasser : prenez votre *Réviser son Bac* et passez en revue les mots clés dont les définitions vous sont rappelées. Cela doit vous permettre de rafraîchir l'ensemble de vos connaissances.

DISSERTATION OU ÉPREUVE COMPOSÉE ? QUELS CRITÈRES DE CHOIX ?

Le temps de l'épreuve est de 4 heures, quel que soit le type d'épreuve que vous choisirez. Ne décidez pas au cours de l'année d'abandonner la préparation d'une des deux formes. Vous risqueriez de vous retrouver, le jour J, devant un thème principal que vous maîtrisez moins bien.

L'épreuve composée donne le sentiment de « jouer la sécurité » car les points sont partagés entre 3 parties explorant différentes zones du programme. Mais réussir l'étude d'un document ou un raisonnement argumenté n'est pas plus facile que de construire une dissertation. Ce qui doit guider votre choix, c'est la qualité du bagage de connaissances que vous pensez pouvoir mobiliser sur chacune des deux épreuves.

Crédits

CROISSANCE, FLUCTUATIONS ET CRISES

Quelles sont les sources de la croissance économique ?

p.6: © iStockphoto/Thinkstock ; p.7: DR ; p.8 & p.9: réalisation par Lézarts Création

Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

p.12: DR ; p.13: © iStockphoto/Thinkstock ; p.14: réalisation par Lézarts Création

MONDIALISATION, FINANCE INTERNATIONALE ET INTÉGRATION EUROPÉENNE

Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

p.18: © Felipe Dupouy/Thinkstock ; p.19: © Jupiter Images/Thinkstock ; p.20: © iStockphoto/Thinkstock

Comment s'opère le financement de l'économie mondiale ?

p.24 & p.25: © iStockphoto/Thinkstock ; p.26: © Hemera/Thinkstock

Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?

p.30: © iStockphoto/Thinkstock ; p.31: © Vladimirs Koskins/Fotolia ; p.32: © iStockphoto/Thinkstock

ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

p.36 & p.37: © Hemera/Thinkstock ; p.38: réalisation par Lézarts Création

Quels instruments économiques pour la politique climatique ?

p.42 & p.43: © iStockphoto/Thinkstock ; p.44: © Comstock Images/Thinkstock

CLASSES, STRATIFICATION ET MOBILITÉ SOCIALES

Comment analyser la structure sociale ?

p.48: DR ; p.49: © Digital Vision/Thinkstock ; p.50: © iStockphoto/Thinkstock

Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

p.52 et p.54: réalisation par Lézarts Création ; p.53: © iStockphoto/Thinkstock

INTÉGRATION, CONFLIT, CHANGEMENT SOCIAL

Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

p.60 et p.62: DR ; p.64: © Fotolia

La conflictualité sociale: pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

p.64: © Imagine/Fotolia ; p.65: © Elenarts/Fotolia ; p.66: © pf30/Fotolia

JUSTICE SOCIALE ET INÉGALITÉS

Comment analyser et expliquer les inégalités ?

p.70: © JupiterImages/GettyImages/Thinkstock ; p.71: © Princigalli/Fotolia ; p.72: réalisation par Lézarts Création

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

p.76: © iStockphoto/Thinkstock ; p.77: © IngramPublishing/Thinkstock ; p.78: © Fotolia/Luzulea

TRAVAIL, EMPLOI, CHÔMAGE

Comment s'articulent marché du travail et organisation dans la gestion de l'emploi ?

p.82-83: réalisation par Lézarts Création ; p.84: © Auremar/Fotolia

Quelles politiques pour l'emploi ?

p.88: © iStockphoto/Thinkstock ; p.89: © Viktor Pravdica/Fotolia ; p.90: © Digital Vision/Thinkstock ; p.92: réalisation par Lézarts Création

LE GUIDE PRATIQUE

p.93: © iStockphoto/Thinkstock ; p.94: © Driveprix/Fotolia



S'intéresser aux problèmes de l'éducation, c'est bien.
Être actif pour tenter de les résoudre, c'est mieux.

www.agissons pour leducation.fr

DÉCOUVREZ TOUTES LES ACTIONS CONCRÈTES DE LA MAIF
EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION

